Objekttyp: **FrontMatter**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): **27 (1990)**

Heft 992

PDF erstellt am: **24.05.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

Domaine Public 992

DP

J.A. 1000 Lausanne 1 26 avril 1990
Hebdomadaire romand Vingt-septième année

Révision constitutionnelle à l'heure européenne

Ce printemps, on voit pousser, comme des primevères, les projets de révision de la Constitution fédérale. Dans les milieux écologistes renaît l'idée d'une constitution verte, selon le projet proposé il y a quelques années par les professeurs Müller et Koelz. Le mouvement Patria plus veut le renouveau de la tradition de la démocratie directe et l'élimination des structures intermédiaires qui, aujourd'hui, créent l'immobilisme politique et l'aliénation des citoyens par rapport à leur Etat. Pour remédier à l'immobilisme du bicaméralisme, un groupe d'idéalistes rêve de l'abandon du Conseil des Etats, alors qu'un autre, plus réaliste, prône une sorte de prérogative du Conseil national sur la petite chambre en cas de divergence. Deux parlementaires du groupe radical, M. Petitpierre de Genève et M. Rhinow de Bâle-Campagne, osent exprimer deux idées inimaginables il y a peu pour les élites politiques: la réorganisation du Conseil fédéral et la professionnalisation du parlement.

Est-ce le début d'une vague populaire qui réclame une révision totale de nos institutions démocratiques, rendant productif le «nouveau malaise helvétique»? A peine, si l'on considère le caractère hétéroclite des idées et de leurs protagonistes. Et ceux qui ont vécu l'histoire douloureuse et l'échec indigne du projet de la révision totale de la Constitution fédérale de 1977 restent certainement sceptiques. Les questions constitutionnelles n'avaient jamais fait bouger les masses. Cependant, deux facteurs fondamentaux diffèrent de l'entreprise de 1977. D'abord, beaucoup des propositions ne visent pas la révision totale et formelle article par article, mais le noyau de la Constitution, qui concerne les

WL

(suite en page 2)

NUCLÉAIRE

Désinformation

(*jd*) On a pu lire récemment dans la presse suisse que 700 membres de l'Académie nationale des sciences, 49 prix Nobel ainsi que le célèbre écologiste antinucléaire Amory B. Lovins s'étaient adressés au président Bush pour soutenir le développement de l'industrie nucléaire afin de lutter contre le réchauffement de la planète. Un revirement remarqué et qui vient à point pour conforter le camp pronucléaire helvétique dans sa campagne contre les initiatives populaires pour le moratoire et l'arrêt des centrales nucléaires.

L'information est fausse. Les scientifiques, dans un des points de leur déclaration, ont simplement rappelé que le programme nucléaire existant devait garantir la protection de la santé et la sécurité de la population, trouver une solution au stockage des déchets et empêcher de manière stricte la diffusion de matériel nucléaire à des fins militaires. Renseignements pris outre-Atlantique, il s'avère que les signataires sont toujours fermement opposés au développement de l'énergie nucléaire, qu'ils doutent que les problèmes de santé, de sécurité et de stockage soient aujourd'hui résolus et qu'une installation nucléaire sûre puisse être construite.

A propos de la politique énergétique qu'ils préconisent pour combattre l'effet de serre, ils ont voulu simplement rappeler au président américain leurs exigences à l'égard du parc nucléaire en activité.

On le sait, la fuite en avant nucléaire ne constitue pas la solution-miracle contre l'effet de serre: pour diminuer de 10% les émissions de CO^2, il faudrait doubler le parc nucléaire helvétique. La contribution la plus décisive pour stopper le réchauffement de l'atmosphère passe par les économies d'énergie et la promotion des énergies renouvelables. Néanmoins on peut parier que cette fausse information fera les beaux jours de la campagne référendaire de cet automne: il est tellement plus confortable de se bercer d'illusions que de remettre en cause ses certitudes.